

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	7
Préface	13
Sommaire	17
Introduction	19

PREMIÈRE PARTIE

NAISSANCE ET DÉCLIN DES FOYERS DE VIE COLLECTIVE ORGANISÉE

TITRE 1. De la variété des formules politiques	31
Chapitre 1. Les entités politiques locales non influencées par le modèle politique véhiculé par l'islam.....	35
Section 1. L'empire mossi	35
I. Le pouvoir et l'administration.....	36
A. La structure du système politique.....	36
1. Le Mogho Naba, clé de voute des institutions.....	36
2. L'armature administrative et gouvernementale.....	38
B. L'administration territoriale.....	39
II. Les services de gestion.....	41
Section 2. L'entité politique aja-fon.....	42
I. Le pouvoir et l'administration.....	44
A. Le roi, pivot des institutions	44
1. La nature du pouvoir	45
2. La transmission du pouvoir.....	46
B. Le gouvernement et les serviteurs du roi.....	48
1. Les ministres	48
2. Les dignitaires du royaume.....	52
II. Les services de gestion.....	55
A. La justice	55
1. La volonté du prince dans la naissance du droit	56
2. L'ordre du prince, source et débiteur de justice	58
a. Le roi d'Agbome est source et débiteur de justice.....	58
b. Le roi délègue la justice dans des circonstances particulières ..	62
B. L'armée	64
C. Les ressources : <i>kuzu</i> et <i>amlonkue</i>	65
III. L'administration locale.....	67
A. Les chefs de provinces ou de régions	67
B. Les chefs de village et chefs de canton	69

Chapitre 2. Les entités politiques locales marquées par l'hybridité des traditions politiques et juridiques.....	71
Section 1. Les empires « syncrétiques » du Soudan occidental	71
I. Le système impérial soudanais.....	72
A. L'armature administrative et gouvernementale	73
1. Le pouvoir impérial	73
2. Les serviteurs de l'empereur.....	74
B. Les services de gestion	76
II. L'« impact » de l'islam.....	77
A. Les conceptions du pouvoir et de l'ordre légal dans l'islam	79
1. Les conceptions du pouvoir	80
2. La conception de l'ordre légal	82
B. La réception des idées politiques véhiculées par l'islam.....	84
1. La séduction des conceptions islamiques du pouvoir	84
2. Les contraintes de l'adaptation	86
Section 2. Le système politique bamoum	88
I. La réalité du pouvoir	90
A. L'institution monarchique.....	91
1. Le statut du monarque.....	91
2. La succession au trône	95
B. L'appareil administratif et gouvernemental.....	98
C. Les services de gestion	100
1. La justice, l'armée et l'enseignement	100
2. Les ressources et les revenus du royaume	107
a. Les ressources d'origine domaniale et foncière	108
b. Les produits du travail et du commerce	109
II. La défaite de la « gouvernementalité » traditionnelle.....	111
TITRE 2. Des entités politiques locales démembrées à l'« impact » occidental	115
Chapitre 1. L'atomisation et la faiblesse des grands empires.....	117
Section 1. Les « causes ataviques » de faiblesse	117
I. Les difficultés de l'État	117
II. L'affirmation d'entités politiques polycentriques.....	120
A. L'organisation du pouvoir.....	121
B. La conception particulière du commandement	124
Section 2. La « grande cassure » des « siècles sombres ».....	126
I. Le temps des activités de traite	127
II. L'impact des activités de traite sur le littoral atlantique.....	128
Chapitre 2. Les difficultés résultant d'une sollicitation extérieure.....	133
Section 1. La connexion des circuits des échanges avec le « système-monde »...	133

Section 2. Les conséquences de la connexion du littoral atlantique avec le « système-monde »	138
I. L'inversion sociale	139
II. La difficile normalisation du pouvoir politique	140
TITRE 3. Des emprises coloniales européennes	143
Chapitre 1. La stratégie coloniale française	145
Section 1. L'option mercantiliste	145
Section 2. La recherche d'une rationalité de l'action sur le terrain	146
I. L'inflexion commerciale	147
II. L'artifice juridique	149
Chapitre 2. La stratégie coloniale britannique	151
Section 1. La focalisation sur la lutte contre la traite	151
Section 2. Le dessein impérial	153
Chapitre 3. La modélisation des doctrines coloniales	159
Section 1. Le modèle français	160
Section 2. Le modèle britannique	164
Chapitre 4. Le fait colonial saisi par le droit	169
Section 1. L' <i>occupatio</i> par le recours au droit	170
I. Le droit pontifical	171
II. L'artifice des traités de « protectorat colonial »	173
III. Le droit par le recours à la diplomatie	177
Section 2. L' <i>occupatio</i> par la mise en avant des traités internationaux	190
I. La clause d'hinterland et la zone d'influence	191
II. La porte ouverte	196
III. Le droit de préemption	197
IV. La cession à bail et la cession d'administration	199
Section 3. L' <i>occupatio</i> par le recours à la force	202

DEUXIÈME PARTIE

DYNAMIQUES DES DROITS AFRICAINS

TITRE 1. Un système juridique symbiotique	209
Chapitre 1. Le Droit animiste	211
Section 1. Les caractères du droit animiste	212
I. Les caractères sacré et communautaire du droit	213
A. La référence au sacré	213
B. L'esprit permanent du droit	218
II. La référence à la nature	219
A. Les aires de forêts	220

B. L'environnement des agriculteurs et des éleveurs	221
III. Les caractères paysan, inégalitaire et oral du droit	222
Section 2. Les sources du droit animiste	228
I. Les sources traditionnelles	228
A. L'origine divine du droit	228
B. La loi ancestrale	229
C. La loi du chef	230
II. Les sources consacrées	231
A. La coutume	232
B. L'empreinte du droit musulman	234
1. Le droit familial	238
2. Le droit successoral	240
C. La prégnance de l'animisme et des coutumes	242
Section 3. Les finalités du droit	243
I. Les personnes	244
A. Les personnes dans la famille	244
B. Les personnes dans la structure et les relations familiales	268
1. La structure familiale	269
2. Les relations familiales	271
II. La terre	273
A. Un bien insusceptible d'appropriation	274
1. L'identification des titulaires de droits sur la terre	275
2. L'adéquation des droits de la communauté avec ceux de l'individu	276
B. Un bien inaliénable	279
C. Un bien d'une nature juridique bien particulière	282
Chapitre 2. Le Droit (re)créé par les conceptions juridiques et les influences romanisantes	285
Section 1. La résistance des règles de nature coutumière	285
Section 2. Les tentatives de mise par écrit des coutumes	289
I. Les précédents français	289
II. L'œuvre coloniale	290
III. La volonté du pouvoir, créatrice du droit	293
A. Les attaques contre la coutume	293
B. La survie de la coutume	295
Section 3. Les inflexions juridiques coloniales	298
I. L'incertitude des besoins du moment	299
II. La transposition des règles de droit français en matière foncière	301

TITRE 2. Un système juridique en recherche de rationalité	309
Chapitre 1. La projection coloniale française	311
Section 1. Le droit public colonial	313
I. Les fondements administratifs du droit colonial	313
A. La notion de colonie	313
B. Les attributions de l'administration coloniale	315
1. L'inspiration métropolitaine	316
2. Le principe de l'unité de direction au sommet	319
3. Le gouverneur général, pivot du système	320
4. Le gouverneur général, un « proconsul » soucieux de conciliation	325
II. Les fondements politiques du droit colonial	327
A. Les oscillations entre dessein impérial et décentralisation	327
1. Le rôle dévolu aux commandants de cercle	328
2. Les contraintes de la décentralisation	335
a. Les adaptations aux circonstances du moment	336
b. La restauration des chefs des entités politiques locales	338
c. L'insertion de la chefferie dans les rouages administratifs français	340
B. La démarcation des « habitudes françaises »	344
Section 2. Les politiques du droit	348
I. Les politiques du « goutte à goutte »	348
A. Le statut des personnes aux colonies	348
B. Le maintien des coutumes indigènes	350
II. Les politiques de perfusion	353
Section 3. Le statut personnel des indigènes	357
I. Le cas du Cameroun	360
A. Le statut personnel des indigènes animistes	361
B. Le statut personnel musulman	371
II. L'exemple du Sénégal	379
A. Le maintien d'institutions de droit privé en marge du Code civil	380
1. « Le mariage à la mode du pays »	382
2. La « troque de la gomme arabique »	384
B. La reconnaissance d'un statut personnel pour les musulmans	385
1. La séduction de l'essai algérien	387
2. La politique officielle de la France au Sénégal	391
3. Les réactions de la pratique	394
a. Le cadî des origines	395
b. Le cadî-Tamsir de Saint-Louis	396
c. La pratique des tribunaux musulmans	401
C. L'évolution du statut personnel	404

Section 4. Les ambitions du droit par l'action de la justice.....	407
I. La justice indigène	412
A. Un dispositif visant à se concilier des assurances multiples	413
1. L'exigence d'une efficacité des structures avec des moyens limités.....	413
2. La fabrique de la norme, entre coutumes locales et principes français.....	420
B. La polarisation des contrôles autour de l'application des coutumes	433
1. Le contrôle exercé par l'administration	434
a. Le contrôle portant sur les jugements rendus.....	434
b. Le regard du gouverneur général de l'AOF	435
2. Le contrôle opéré par les autorités judiciaires	437
C. Une stratégie de suppression des « mauvaises coutumes ».....	449
II. La justice française.....	458
A. Les institutions de l'ordre judiciaire.....	459
1. Les juridictions répressives.....	460
a. Les Justices de paix investies d'attributions correctionnelles limitées	461
b. Les Justices de paix à compétence étendue.....	465
c. Le Tribunal de première instance.....	468
d. La Cour d'appel.....	471
e. La Cour d'assises	472
2. Les juridictions civiles et commerciales.....	478
a. Les Justices de paix à compétence étendue.....	478
b. La Cour d'appel.....	480
B. Les institutions de l'ordre administratif	481
1. Le Conseil du contentieux administratif.....	482
2. Le Conseil d'État	488
Chapitre 2. Les modèles « concurrents ».....	493
Section 1. Le « modèle » britannique	493
I. La politique de l' <i>Indirect Rule</i>	495
A. Une approche pragmatique.....	496
B. Une approche aux fortunes diverses.....	500
II. La remise en cause de l' <i>Indirect Rule</i>	502
III. Les institutions judiciaires.....	504
A. L'appel au relais de juges indigènes	505
B. L'appel à une architecture institutionnelle spécifique	509
1. Des institutions judiciaires coulées dans le moule des « localités »	510
2. Des institutions judiciaires marquées du sceau de l'originalité.....	515
Section 2. Le cas du Portugal	516
I. Une expansion coloniale en quête d'une congruence entre intérêts et valeurs impériales.....	518
II. Une emprise coloniale en carence de transferts du droit.....	523

TROISIÈME PARTIE
DU REPLI DU POUVOIR COLONIAL
À LA MARCHÉ AUX INDÉPENDANCES

TITRE 1. La période critique	535
Chapitre 1. La décolonisation.....	537
Section 1. La définition de la décolonisation.....	538
Section 2. Les difficultés de la décolonisation	540
I. Les difficultés de satisfaire les aspirations du colonisé à la liberté.....	540
II. Les difficultés de bâtir des liens débarrassés de préjugés	541
A. Les structures politiques	541
B. Les structures économiques.....	542
C. Les alliances politiques et militaires.....	543
Chapitre 2. Les idées nouvelles	545
Section 1. La formulation du droit de la décolonisation.....	546
I. Le régime international de la tutelle.....	547
A. Buts et champ d'application du régime de tutelle	547
B. Pouvoirs de l'autorité chargée de l'administration des territoires	549
C. Fin du régime de tutelle	551
II. Le statut international de « non-autonomie ».....	554
III. La déclaration sur l'octroi de l'indépendance	557
Section 2. L'application du droit de la décolonisation.....	560
I. La politique des Nations unies	561
II. Les fondements de l'obligation de décoloniser.....	561
TITRE 2. Le temps des réformes	565
Chapitre 1. Les solutions françaises	567
Section 1. Les réformes politiques.....	569
I. Les tentatives pour conserver l'Empire.....	570
A. Les tentatives infructueuses.....	571
1. La conférence de Brazzaville et ses prolongements	572
2. L'Union française.....	575
B. Les perspectives nouvelles	578
1. La loi-cadre, prémisses de l'autonomie interne	579
2. Les territoires sous tutelle, laboratoires d'essai	584
a. Le Togo	584
b. Le Cameroun	589
3. Le projet de Communauté franco-africaine	595
II. L'échec des tentatives pour conserver l'empire	601

Section 2. Les réformes économiques	603
I. Les réformes de l'entre-deux-guerres	604
II. Les réformes des années 1944-1959	607
Section 3. Les réformes judiciaires.....	611
I. Les réformes de statuts et de structures.....	611
A. La réforme de 1946	611
B. Les réformes des années 1956-1959.....	615
II. Les réformes dictées par l'installation de la Communauté	620
A. Des mesures aux effets limités	621
B. Des mesures vouées à l'échec	623
III. Le recours à des conventions judiciaires.....	625
A. Un marqueur du repli des institutions	626
B. Une réponse au repli des institutions.....	630
Chapitre 2. Les décolonisations anglaises et portugaises.....	633
Section 1. La mise en regard de deux approches des fins d'Empire.....	633
I. La ligne de démarcation	634
A. Le pragmatisme mesuré des Anglais	635
B. L'ataraxie du régime politique portugais.....	636
II. La réversibilité des pratiques	642
A. La mise à l'épreuve du pragmatisme anglais	642
B. Les méthodes insidieuses du Portugal.....	645
Section 2. L'affrontement de deux visions stratégiques	647
I. Le décentrement des conceptions britanniques.....	648
A. La prise en compte de conceptions décentralisatrices.....	648
B. L'octroi de l'indépendance aux territoires.....	649
II. Le tropisme du colonisateur portugais	651
A. L'enfermement intellectuel des dirigeants.....	652
B. L'infléchissement des orientations du régime.....	653
TITRE 3. Le temps de l'État en formation	655
Chapitre 1. L'État, vecteur de la centralité du pouvoir politique.....	659
Section 1. La réflexion sur la centralité du pouvoir politique.....	660
I. L'État, une création intellectuelle.....	662
II. L'État, une conception juridique	664
A. Les éléments constitutifs de l'État.....	665
1. Le territoire	665
2. La population	666
3. Le gouvernement	667
B. L'encadrement du phénomène étatique	668
1. L'encadrement par le droit international.....	668
2. L'encadrement par le droit interne.....	669

Section 2. L'inflexion constitutionnelle	670
I. L'origine de la norme	671
A. L'élaboration de la Constitution	672
1. La Constitution octroyée.....	672
2. La Constitution élaborée par le nouvel État.....	674
B. La révision de la Constitution.....	678
II. La valeur de la norme.....	680
A. La suprématie de la Constitution.....	680
B. Le recours au contrôle constitutionnel	684
III. La forme et le contenu de la norme.....	690
A. La forme de la norme	691
B. Le contenu de la norme	692
1. Les déclarations de droits	693
2. La proclamation des droits et libertés fondamentaux	693
3. Les règles relatives aux organismes constitués.....	694
Chapitre 2. L'État, moteur de l'activité institutionnelle	701
Section 1. L'adaptation des institutions aux besoins de l'État.....	701
I. Les choix des débuts de l'indépendance	701
A. L'introuvable forme d'organisation de l'État	702
1. Monarchie ou République?	702
2. Le rêve brisé du fédéralisme.....	703
a. Les tentatives avortées	704
b. Le cas particulier du Nigeria.....	705
B. Le lent virage au tournant des années 1960.....	706
II. L'invention d'une vie politique encadrée par le droit	708
A. La séduction du modèle démocratique.....	708
1. Les fondements de la démocratie libérale.....	708
a. Le pluralisme démocratique.....	709
b. La primauté de l'individu.....	709
c. L'État de droit.....	709
B. La référence à la souveraineté démocratique	711
1. La conception de la <i>souveraineté nationale</i> qui voit le jour sous la Révolution française, repose sur deux affirmations.....	712
2. La théorie de la souveraineté populaire	717
Section 2. Le tricotage du droit de suffrage.....	718
I. Les mécanismes juridiques	718
A. L'étendue du suffrage	718
1. Les limitations dues à l'âge	719
2. D'autres limitations sont dues au sexe.....	719
3. Des limitations dues à la nationalité ou à l'indignité.....	719
B. Les règles électorales.....	720
C. Le référendum	725

II. Les partis politiques	726
A. Le parti unique.....	727
B. Le multipartisme.....	730
Bibliographie	733
Table des matières	781